



Comment l'Occident s'est enrichi : libertés économiques et qualité de l'environnement

Carlo Stagnaro



Carlo Stagnaro est directeur de recherche à *l'Istituto Bruno Leoni*. Avant cela, il était chef du cabinet technique du ministre italien du Développement économique. Titulaire d'une maîtrise en ingénierie environnementale et d'un doctorat en économie, marchés et institutions, il est membre du conseil consultatif académique de l'IEA, du comité scientifique de la revue trimestrielle *Energia*. Chroniqueur au *Il Foglio* et à *Il Secolo XIX*, son dernier livre, est *Carbon Conundrum: How to Save Climate Change Policy from Government Failure*. (IEA, 2022).



Introduction

La qualité de l'environnement est de plus en plus considérée comme un élément essentiel de nos vies quotidiennes. Selon une récente enquête Eurobaromètre (CE, 2024), 78 % des Européens conviennent que les problèmes environnementaux affectent directement leur vie quotidienne et leur santé. Les problèmes environnementaux les plus urgents, selon la même enquête, sont la pollution locale (21 %), la surconsommation et le gaspillage d'eau (17 %) et le changement climatique mondial (16 %). Cependant, la plupart des Européens pensent que le seul moyen d'améliorer l'environnement est de renforcer la réglementation : 84 % affirment que la réglementation environnementale de l'UE est nécessaire pour protéger l'environnement et 78 % sont favorables à des mesures supplémentaires.

Si la réglementation peut être efficace pour promouvoir la qualité de l'environnement, il n'est pas évident qu'elle soit l'option la plus efficace pour obtenir un résultat socialement désirable. En fait, l'interventionnisme gouvernemental a souvent été associé à une diminution, et non à une amélioration, de la qualité de l'environnement, comme ce fut le cas pour les économies planifiées de l'ancien bloc soviétique (Bowers, 1993). Néanmoins, il existe une conviction bien ancrée dans les esprits selon laquelle les institutions du marché libre ne sont peut-être pas adaptées pour faire face à une dégradation de l'environnement.

Cet article abordera brièvement cette question en montrant que, bien au contraire, les libertés économiques ne sont pas nécessairement incompatibles avec l'amélioration de l'environnement. L'article est structuré comme suit : la section 2, après cette introduction, examinera le lien entre libertés économiques et prospérité, en accordant une attention particulière au rôle de l'innovation ; la section 3 traitera de la relation complexe entre prospérité et qualité de l'environnement ; la section 4 proposera une taxonomie des politiques environnementales, selon qu'elles sont compatibles avec les marchés libres ou qu'elles se présentent comme une alternative à ces derniers. La section 6 résume et conclut.



De la liberté économique à la prospérité

Les pierres angulaires des libertés économiques sont « le choix personnel, l'échange volontaire, l'ouverture des marchés, et des droits de propriété clairement définis et appliqués » (Gwartney et al, 2023 : 1). De nombreux écrits établissent une corrélation entre la liberté économique et la croissance économique. Plusieurs analyses ont en effet montré qu'il existe une relation de cause à effet bien établie entre ces deux variables (Gwartney et al, 1999 ; Haan et Sturm, 2000 ; Heckelman, 2000). Cette relation de cause à effet résiste aux définitions alternatives de la liberté économique et s'applique à la plupart, voire à la totalité, de ses sous-composantes. Il s'agit notamment (sans ordre particulier) de faibles impôts, de faibles dépenses publiques, d'une faible inflation, d'un système judiciaire efficace, du libre-échange, d'une protection forte et efficace de la propriété privée et d'un faible niveau de réglementation.

L'un des principaux canaux par lequel ces libertés économiques favorisent la croissance économique réside dans la mise en place d'incitations adéquates à l'innovation (Zhu et al., 2024). Les entrepreneurs s'efforcent d'augmenter leurs profits dans un contexte de liberté économique, c'est-à-dire, sur des marchés concurrentiels. Ils peuvent y parvenir en augmentant leurs revenus (grâce à des parts de marché ou des marges plus importantes) et en réduisant leurs coûts. En d'autres termes, dans une économie libre, les entrepreneurs jouent un rôle clé dans le développement d'innovations qui, si elles sont motivées par l'intérêt personnel, dégagent un bénéfice net pour l'ensemble de la société (voir l'ouvrage fondateur de Kirzner, 1973/2005). Le rôle crucial des entrepreneurs vient de leur prédisposition à sacrifier un œuf aujourd'hui pour une poule demain : ils expérimentent, ils échouent souvent à leurs propres dépens, mais certains d'entre eux finissent par trouver une innovation qui repousse encore plus loin la frontière technologique des possibles.

Les entrepreneurs peuvent expérimenter de différentes façons afin d'augmenter leurs profits : ils peuvent rechercher de nouveaux clients, réduire leurs coûts de production en inventant de nouveaux matériaux ou de nouveaux processus de production (y compris de nouveaux choix



organisationnels ou de gouvernance d'entreprise), ou développer de nouveaux produits en introduisant de nouvelles caractéristiques dans les produits existants (qui les différencient des articles fournis par les concurrents) ou inventer un tout nouveau produit. Tout cela se traduit par des coûts plus faibles (donc la possibilité de vendre leurs biens ou services à des prix plus bas, attirant ainsi plus de clients) ou un produit de meilleure qualité. Cela ressemble beaucoup aux cinq types d'innovation décrits par Schumpeter (1934), c'est-à-dire, la découverte de nouveaux produits, procédés, matériaux, marchés et organisations.

Grâce à l'innovation, les entrepreneurs élargissent l'ensemble des biens et services disponibles : d'une part, cela se traduit par des prix plus bas, d'où la capacité de satisfaire une plus grande part de la demande pour un bien ou un service donné ; d'autre part, cela signifie que de nouveaux besoins peuvent être satisfaits – parfois, des besoins dont les consommateurs eux-mêmes n'étaient pas conscients jusqu'à ce qu'une réponse soit disponible grâce à l'innovation. C'est ce que Kirzner (1979) appelle « l'ignorance pure et simple », c'est-à-dire, la prise de conscience que la vie économique est sous-tendue par des « inconnues inconnues » qui ne deviennent connues que lorsque l'on tombe dessus (par opposition aux « inconnues connues », c'est-à-dire, les informations dont on sait qu'elles existent même si on ne les possède pas directement). L'innovation transforme les « inconnues inconnues » en « inconnues connues » ou même en « connues connues ». Et en augmentant la quantité des informations potentiellement disponibles pour chacun, elle rend tout le monde plus riche, en cela qu'une plus grande part de leurs besoins conscients peut être satisfaite et, peut-être plus important encore, le spectre de leurs besoins s'élargit également parce que chacun sait qu'il existe davantage d'opportunités pour accroître sa satisfaction.

En d'autres termes, plus simples, la liberté économique engendre l'innovation et, grâce à l'innovation, davantage de biens et de services deviennent disponibles. L'augmentation subséquente de la consommation (c'est-à-dire, le plus grand nombre de besoins humains satisfaits) déclenche l'augmentation du PIB par habitant. Pourtant, on pourrait soutenir qu'une telle augmentation entraîne également une augmentation de la consommation de ressources naturelles, dont



l'épuisement impose des coûts sociétaux que les prix du marché ne peuvent pas entièrement prendre en compte. Cela signifie-t-il que la croissance économique se fait inévitablement au détriment de l'environnement ?

De la prospérité à la qualité de l'environnement

La question ci-dessus peut être abordée sous plusieurs angles. Pour commencer, il n'est pas du tout évident que les prix du marché ne capturent pas tous les coûts privés et sociaux de la production ou de la consommation de biens ; il n'est pas non plus évident que l'interventionnisme gouvernemental puisse corriger efficacement les prétendues défaillances du marché. Le traitement approfondi d'un tel sujet dépasse largement le cadre de cet article (pour aller plus loin, voir, par exemple, Anderson et Leal, 2015 ; Coase, 1990 ; Stroup, 2003).

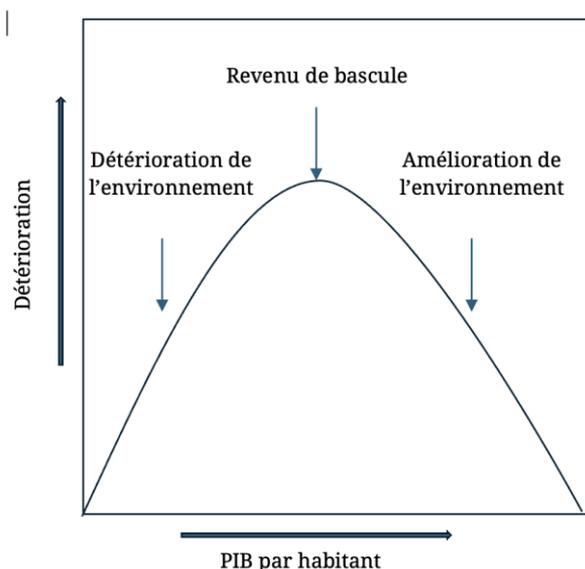
Ce qui importe dans cet article, c'est, d'une part, la relation (directe) entre croissance économique et qualité de l'environnement et, d'autre part, la relation (indirecte) entre libertés économiques et qualité de l'environnement. La première a été largement étudiée. Bien que le jury n'ait pas encore rendu son verdict définitif, de nombreuses preuves décrivant une relation en U inversé entre le PIB par habitant et la dégradation de l'environnement s'accumulent. De fait, à mesure que le PIB par habitant augmente, la pollution augmente dans un premier temps jusqu'à atteindre un maximum, après quoi elle commence à diminuer, comme le montre la figure 1. Ce phénomène est connu sous le nom de « courbe environnementale de Kuznets » (CEK), du nom du lauréat du prix Nobel, Simon Kuznets, qui a découvert une relation similaire entre le revenu par habitant et les inégalités (Kuznets, 1955).

L'idée qui sous-tend la CEK est que, lorsque l'économie commence à se développer, les gens commencent par satisfaire leurs besoins fondamentaux – se nourrir, se loger... – aux dépens de l'environnement qui les entoure. Cependant, lorsqu'une société devient suffisamment riche, ses priorités changent : après avoir satisfait leurs besoins fondamentaux, les gens commencent à se soucier de l'environnement, qui fait partie intégrante de leur qualité de vie. Cet intérêt accru pour



l'environnement est motivé par le fait que la pollution a augmenté, devenant un problème en soi, et par le fait qu'une société plus riche peut éventuellement se permettre d'investir dans des technologies plus propres et plus sophistiquées qui améliorent l'efficacité de l'utilisation des intrants naturels.

Figure 1. Illustration de la courbe environnementale de Kuznets



Source: Property & Environment Research Center (PERC).

D'une certaine manière, ce processus peut être conçu comme le mécanisme des prix à l'œuvre : même si les droits de propriété ne sont pas toujours clairement définis sur les ressources environnementales, à mesure que celles-ci se raréfient (c'est-à-dire, à mesure que la pollution augmente), la volonté des individus et des communautés de payer pour le nettoyage de l'environnement augmente en conséquence. Cela déclenche également le processus d'innovation décrit ci-dessus, qui conduit finalement à l'expérimentation, au développement et au déploiement de nouvelles technologies (Simon, 1996 ; Yandle et al., 2002).



L'intuition théorique derrière la CEK a été testée empiriquement et une littérature très abondante atteste que le modèle en forme de U prédit par la CEK décrit bien la dynamique de plusieurs polluants dans une variété de contextes géographiques et politiques, même si le PIB par habitant correspondant au point de retournement peut varier considérablement selon le polluant et le pays. Étant donné que de nombreux facteurs de confusion peuvent interférer avec l'analyse économétrique, le débat reste ouvert sur ce point, même si des méta-analyses plus récentes montrent que la CEK a des fondements empiriques solides, qu'elle apparaît indépendamment des outils économétriques employés ou du type de données utilisées, et – plus important encore – qu'il s'agit d'un phénomène à long terme (Saqib et Benhmad, 2021).

La CEK décrit une relation entre deux variables – le PIB par habitant et la dégradation de l'environnement – mais elle dit peu sur les raisons qui la sous-tendent. Dans une certaine mesure, la relation ne reflète que la volonté et la capacité des individus et des communautés à payer pour les commodités environnementales. Cependant, ce n'est pas la seule, ni peut-être même la principale explication du phénomène. De plus, si le canal par lequel un PIB par habitant plus élevé conduit à des améliorations environnementales passe dans une certaine mesure directement par la disponibilité du capital financier et humain, cela ne suffit pas à expliquer comment fonctionne le développement (ou peut-être l'invention) de technologies (plus) propres. C'est là que les libertés économiques entrent en jeu. En encourageant l'ingéniosité humaine, la liberté économique va bien au-delà de la simple capacité à payer pour des technologies plus propres. Elle crée une incitation solide et intégrée à développer des technologies meilleures et moins chères qui pourront être adoptées à plus grande échelle (ou à moindre coût) et qui contribuent davantage à réduire l'impact environnemental des activités humaines. Cette relation a été largement documentée ; certains articles ont également trouvé une relation de cause à effet – et pas seulement des corrélations – entre les libertés économiques et diverses mesures de la qualité de l'environnement (y compris le changement climatique et les émissions de CO₂). En particulier, Saravakos (2024) a documenté que



des niveaux plus élevés de liberté économique sont probablement associés à une meilleure qualité de l'environnement et que la relation est valable pour la plupart (mais pas toutes) des sous-composantes de la liberté économique. Sart et al. (2022) ont constaté de leur côté une forte relation de cause à effet entre la liberté économique et diverses mesures de la qualité de l'environnement (notamment les émissions de CO₂) dans les États membres de l'Union européenne. Les auteurs concluent en effet que « la structure économique axée sur le marché et l'éducation peut être bénéfique pour lutter contre la dégradation de l'environnement ».

Libertés économiques et politiques environnementales

La liberté économique suffirait-elle à contrer la dégradation de l'environnement ou à améliorer sa qualité ? Cela dépend vraiment de ce que l'on entend par « suffire ». Dans un contexte de liberté économique, les choix des consommateurs orientent les investissements et les pratiques commerciales en fonction de leurs préférences individuelles. Il est très probable qu'ils se tourneraient progressivement vers des produits plus durables – comme le montre la CEK – mais il n'est pas évident de savoir à quel rythme cela se produirait, ni que toutes les formes de pollution seraient perçues de la même manière par les consommateurs. Par exemple, la pollution locale, qui a un impact direct sur la vie des gens, déclencherait probablement des changements de comportement plus importants que des phénomènes mondiaux, tels que le changement climatique mondial, dont les conséquences peuvent se produire très loin, dans le temps ou dans l'espace, par rapport au moment et au lieu où les émissions ont été générées.

En ce qui concerne le changement climatique, les gouvernements du monde entier se sont mis d'accord sur des objectifs spécifiques, dont le plus important est le zéro émission nette de CO₂ d'ici 2050 (AIE, 2023 ; pour un point de vue critique, voir Odgerel et al., 2023). L'Union européenne est allée encore plus loin en fixant des objectifs unilatéraux de décarbonation dans le cadre du « Green Deal », qui prévoit une réduction de 55 % des émissions de CO₂ par rapport aux niveaux de 1990 d'ici 2030. Dans une perspective de libre marché, cela soulève la



question de savoir s'il est possible d'atteindre ces résultats sans fausser la concurrence.

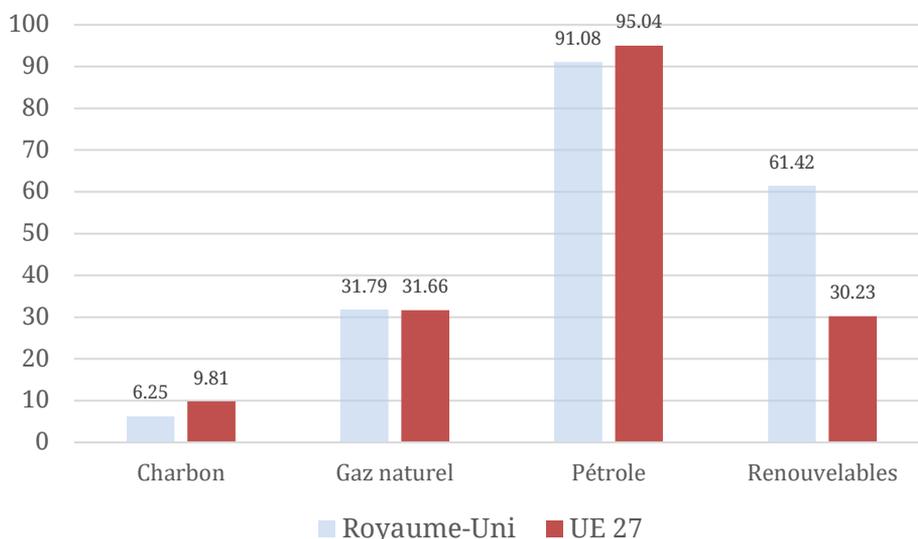
Il semble y avoir un consensus parmi les économistes sur le fait que l'outil le plus efficace pour réduire les émissions de carbone tout en préservant les incitations à l'innovation et à la croissance économique consiste à attribuer un prix aux émissions de carbone, reflétant leur coût marginal (social). Un large débat est en cours sur ce que pourrait être ce prix et sur les politiques qui pourraient être les plus appropriées. Une distinction de base peut être établie entre les mesures dites quantitatives (telles que les systèmes de plafonnement et d'échange qui fixent un plafond aux émissions autorisées et permettent aux acteurs du marché d'échanger des quotas afin que *les marchés puissent découvrir le prix* implicite du carbone) et les mesures basées sur les prix (telles que les taxes sur le carbone qui attribuent un prix aux émissions de carbone afin que *les marchés découvrent la quantité correspondante*). Le choix entre les instruments quantitatifs et les instruments de prix dépend d'un certain nombre de variables, comme la pente relative des courbes coûts-bénéfices et les limites d'incertitude (voir l'article fondateur de Weitzman, 1974). Là encore, cette discussion dépasse largement le cadre de cet article. Dans ce cas, les politiques fondées sur le marché peuvent être conçues pour obtenir une réduction substantielle des émissions de carbone, ce que les économistes considèrent généralement comme l'outil le plus efficace pour améliorer la durabilité sans entraver la croissance économique.

Malheureusement, l'Union européenne est loin de ce modèle idéal. Si certaines mesures de tarification du carbone sont en place (notamment un vaste système de plafonnement et d'échange appelé Système d'Échange de Quotas d'Émission de l'UE), la plupart des politiques climatiques parrainées par l'UE sont conçues comme des aides discrétionnaires offertes aux technologies préférées. Il s'agit notamment d'objectifs spécifiques pour les énergies renouvelables (par opposition, par exemple, à l'énergie nucléaire), de subventions basées sur la technologie, d'incitations à l'efficacité énergétique, etc. Booth et Stagnaro (2022) ont démontré que cela revient à fixer le prix des émissions de carbone non pas en fonction de leurs dommages sociaux



attendus (qui sont indépendants du lieu, du moment et du processus par lequel le carbone est produit) mais en fonction des circonstances spécifiques dans lesquelles le carbone est libéré dans l'atmosphère.

Figure 2. Coût implicite du carbone dû à la taxation et aux subventions énergétiques dans l'UE et au Royaume-Uni (2018).



Source: Booth and Stagnaro (2022).

Comme le montre la Figure 2, cela se traduit par un coût implicite de la décarbonation qui va de quelques euros par tonne de CO₂ (si ce dernier est émis par la combustion de charbon dans une centrale électrique) à plus de 90 euros par tonne de CO₂ (si les émissions sont libérées par des voitures à essence). Les subventions visant à réduire les émissions peuvent accorder jusqu'à 200 euros pour une tonne de CO₂ évité, voire plus si les combustibles fossiles sont remplacés par de l'énergie solaire subventionnée.

De nombreuses données montrent que les politiques neutres sur le plan technologique sont plus efficaces que la sélection des gagnants (Teixidó et al., 2019 ; Bayer et Aklin, 2020). Les études rassemblées par



Henrekson et al. (2024) confirment que les politiques industrielles qui choisissent les gagnants technologiques en fonction des préférences politiques – plutôt que des signaux de prix basés sur le marché – sont rarement efficaces et, si elles le sont, entraînent des coûts considérables, des dépassements de coûts et des inefficacités économiques. Cela est également confirmé par des preuves anecdotiques.

Par exemple, les journaux ont récemment rapporté que le Texas a dépassé la Californie en matière de production solaire à grande échelle (Figure 3). La Californie soutient depuis longtemps les énergies renouvelables, qu'elle a toujours généreusement subventionnées. Au contraire, le Texas n'accorde que peu ou pas de subventions aux énergies renouvelables en dehors de celles qui existent au niveau fédéral. Néanmoins, le processus d'octroi de licences au Texas est plus fluide et expose les investisseurs à des décisions moins discrétionnaires du secteur public. De plus, au fil du temps, les énergies renouvelables ont gagné en compétitivité et créé des opportunités de profit que les entrepreneurs texans sont prêts à exploiter (Burn-Murdoch, 2024).

Figure 3. Progression de la production de pointe quotidienne record de l'énergie solaire à grande échelle (GW)



Source: Financial Times.



Conclusion

Cet article a montré qu'il n'y a pas nécessairement de compromis entre les libertés économiques et la durabilité environnementale. En effet, les libertés économiques peuvent contribuer à la durabilité par deux canaux. Ces libertés peuvent améliorer la durabilité par leur effet sur le PIB par habitant. En jetant les bases d'une croissance économique soutenue, elles rendent la société suffisamment riche pour investir dans des technologies plus propres. Elles contribuent également directement à la durabilité dans la mesure où les libertés économiques incitent les entrepreneurs innovants à développer de nouveaux produits, à condition que les consommateurs apprécient (comme eux) un environnement plus propre. Ces affirmations sont fondées et étayées par des preuves empiriques.

Cela ne signifie pas qu'il n'existe pas d'alternative aux libertés économiques pour parvenir à la durabilité environnementale. En fait, les politiques publiques peuvent très bien aboutir à une amélioration de la qualité de l'environnement, même si les expériences d'interventionnisme gouvernemental radical ont souvent donné lieu à des catastrophes environnementales. Des expériences plus récentes, comme celles menées dans l'Union européenne et aux États-Unis, montrent que les politiques industrielles ou d'autres formes d'interventionnisme gouvernemental – notamment les subventions, les mandats, les objectifs sectoriels, etc. – peuvent effectivement atteindre les objectifs environnementaux. Cependant, la littérature économique a démontré que ces outils « politiques » sont généralement moins efficaces et plus coûteux que les politiques fondées sur le marché, comme celles qui attribuent un prix aux émissions de carbone (ou d'autres émissions polluantes) sans aspirer à désigner les gagnants.

Références

Anderson, T.L. and D. Leal (2015), *Free Market Environmentalism for the Next Generation*, Palgrave MacMillan, London, UK.



Bayer, P. and M. Aklin (2020), “The European Union Emissions Trading System reduced CO₂ emissions despite low prices”, *PNAS*, 117(16): 8804-8812.

Booth, P. and C. Stagnaro (2022), *Carbon Conundrum: How to Save Climate Change Policy from Government Failure*, Institute of Economic Affairs, London.

Bowers, S.R. (1993), “Soviet and Post-Soviet Environmental Problems”, *The Journal of Social, Political and Economic Studies*, 18(2): 131-158.

Burn-Murdoch, J. (2024), “How red Texas became a model for green energy”, *Financial Times*, 24 May 2024, disponible en ligne à <https://www.ft.com/content/ef2f6f8e-60df-4ccd-8c4f-ef5cd0eb3176>

Coase, R.H. (1990), *The Firm, the Market, and the Law*, University of Chicago Press, Chicago, IL.

De Haan, J. and J.-E. Sturm (2000), “On the relationship between economic freedom and economic growth”, *European Journal of Political Economy*, 16(2): 215-241.

EC (2024), “Attitudes of the Europeans toward the environment”, Special Eurobarometer 550, disponible en ligne à <https://europa.eu/eurobarometer/surveys/detail/3173>

Gwartney, J.D., R.A. Lawson and R.G. Holcombe (1999), “Economic Freedom and the Environment for Economic Growth”, *Journal of Institutional and Theoretical Economics*, 155(4): 643-663.

Gwartney, J.D., R.A. Lawson and R. Murphy (2023), *Economic Freedom of the World. 2023 Annual Report*, Fraser Institute, Vancouver, disponible en ligne à <https://www.fraserinstitute.org/studies/economic-freedom>

Heckelman, J.C. (2019), “Economic Freedom and Economic Growth: A Short-Run Causal Investigation”, *Journal of Applied Economics*, 3(1): 71-91.

Henrekson, M., C. Sandström and M. Stenkula (eds.), *Moonshots and the New Industrial Policy*, Springer Nature, Cham, Switzerland.



IEA (2023), *Net Zero Roadmap. A Global Pathway to Keep the 1.5°C Goal in Reach*, International Energy Agency, Paris.

Kirzner, I.M. (1973), *Competition and Entrepreneurship*, The University of Chicago Press, Chicago, IL Traduction française, *Concurrence et esprit d'entreprise*, Economica, 2005.

Kirzner I.M. (1979), *Perception, Opportunity, and Profit*, The University of Chicago Press, Chicago, IL.

Kuznets, S. (1955), "Economic Growth and Income Inequality", *American Economic Review*, 65(1): 1-28.

Odgerel, B., L. Pugliaresi and M. Lynch (2023), "A Critical Assessment of the IEA's Net Zero Scenario, ESG, and the Cessation of Investment in New Oil and Gas Fields", Energy Policy Research Foundation, disponible à <https://rebrand.ly/t4j6tgg>.

Saqib, M. and F. Benhmad (2021), "Updated meta-analysis of environmental Kuznets curve: Where do we stand?", *Environmental Impact Assessment Review*, 86: 106503.

Saravakos, C. (2024), "The relationship between green transition and economic freedom: Is economic freedom compatible with sustainability?", Friedrich Naumann Stiftung, disponible à <https://rebrand.ly/oeu3uwj>

Sart, G., Y. Bayar, M. Danilina and F.H. Sezgin (2022), "Economic Freedom, Education and CO2 Emissions: A Causality Analysis for EU Member States", *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 19(13): 8061.

Schumpeter, J. (1934), *Theory of Economic Development: An Inquiry into Profits, Capital, Credit, Interest, and the Business Cycle*, Harvard University Press, Cambridge, MA.

Simon, J. (1996), *The Ultimate Resource 2*, Princeton University Press, Princeton, NJ.

Stroup, R.L. (2003), *Eco-Nomics: What Everyone Should Know About Economics and the Environment*, The Cato Institute, Washington, DC.



Teixidó, J., S.F. Verde and F. Nicolli (2019), “The impact of EU Emissions Trading System on low-carbon technological change: The empirical evidence”, *Ecological Economics*, 164: 106347.

Weitzman, M.L. (1974), “Prices vs. Quantities”, *The Review of Economic Studies*, 41(4): 477-491.

Yandle, B., M. Bhattarai and M. Vijayaraghavan (2002), “The Environmental Kuznets Curve: A Primer”, PERC, disponible en ligne à <https://perc.org/2002/12/01/the-environmental-kuznets-curve/>

Zhu, B., M. Yang and X. Chu (2024), “Good governance and innovation: Economic freedom matters”, *Technological Forecasting and Social Change*, 205: 123527.